

L'essentiel

► Inde : reconfinement de New-Delhi et révision des prévisions de croissance à la baisse face à la seconde vague

La seconde vague épidémique, portée par la virulence accrue des variants du coronavirus présents en Inde, est d'une ampleur inédite. 330 000 nouveaux cas ont été recensés le 22 avril, dépassant ainsi le record mondial du nombre de contamination quotidienne et le record national du pic de la 1^{ère} vague (près de 100 000 cas/jour), conduisant nombre d'États fédérés à imposer des nouvelles mesures de restrictions : depuis le 19 avril New Delhi est à nouveau confinée pour 7 jours, tous les magasins non essentiels ont été fermés dans le Maharashtra, et l'État d'Uttar Pradesh (200 millions d'habitants) impose un confinement pendant le week-end. En conséquence, les projections de croissance pour l'exercice en cours (avril 2021-mars 2022) ont été revues à la baisse de 11,5% à 10% pour UBS, de 13,5% à 12,6% pour Nomura, de 13% à 11% pour JP Morgan et de 12,5% à 12% pour Citi. La baisse de la confiance, de l'activité des services et de la consommation privée est à prévoir. Selon les économistes de BofA Securities (BofAS), société de courtage et filiale de Bank of America, un nouveau confinement national d'un mois, pourrait coûter jusqu'à 2 points de PIB.

► Angola : récession pour la cinquième année consécutive en 2020 (-5,2%)

Selon l'Instituto Nacional de Estatística (INE), l'économie angolaise a enregistré une contraction de son activité de 5,2% en 2020. C'est la cinquième année consécutive de récession dans un pays touché par une crise économique profonde depuis la fin du super-cycle des matières premières (2015-2016). Si 2020 devait être l'année de retour à la croissance, la crise du Covid 19, impliquant une chute du cours du pétrole et une baisse de la demande, a empêché la reprise économique. Les secteurs de la construction (-42% v.a) et celui de l'extraction et raffinage de pétrole (-11% v.a) ont été particulièrement touchés. Malgré les politiques de diversification économique mises en place depuis l'arrivée au pouvoir de J. Lourenço, l'Angola reste fortement dépendant du pétrole (31% du PIB et 50% des recettes publiques en 2020), et la meilleure orientation des cours en 2021 devrait permettre au pays de renouer avec la croissance (+0,4% attendu par le FMI en 2021), avant une reprise plus franche en 2022 et 2023.

► Turquie : un léger ralentissement de l'activité se dessine à la fin de l'hiver

Malgré la bonne tenue de l'indice PMI, un ralentissement de l'activité semble se manifester à la fin de l'hiver à travers notamment le crédit, la production industrielle, et la confiance des ménages. A 52,6 en mars, l'indice PMI reste en zone d'expansion pour le 10^{ème} mois consécutif, témoignant de la résilience de l'activité turque à la deuxième vague sanitaire. A l'inverse, la croissance de la production industrielle, en ralentissement depuis plusieurs mois, est à l'arrêt en février (+0,1 % en v.m.). La croissance du crédit est également en ralentissement depuis le resserrement de la politique monétaire à l'automne. Elle atteint + 36,8 % sur un an au mois de février, soit 10 points de moins qu'au mois d'octobre. Enfin, la confiance des ménages a diminué de 87,9 en mars à 80,2 en avril, son niveau le plus bas depuis le début de l'année. Cette baisse serait imputable à la destitution du gouverneur de la banque centrale en mars, à la dégradation de la situation sanitaire et à l'accélération de l'inflation (+ 16,2 % sur un an en mars).

► Argentine : recul de l'activité en février et craintes sur le niveau des prix

L'indicateur mensuel d'activité s'est inscrit à -1 % en variation mensuelle en février (à -2,6 % en glissement annuel), marquant la première baisse depuis neuf mois. L'inflation (4,8 % en v.m. en mars, 42,6 % en g.a.) a atteint son niveau le plus haut depuis septembre 2019. L'économie argentine connaissait depuis juillet 2020 un rebond, avec une hausse ininterrompue de l'activité. Les indicateurs sectoriels signalent en outre le caractère différencié de la reprise : la construction est dynamique (+11,7 % en g.a.) alors que l'hôtellerie et la restauration (-38,2 %) et les transports et communications (-15,6 %) demeurent sinistrés. Cette détérioration pourrait perdurer en raison de la dégradation de la situation épidémiologique, significative depuis le début du mois d'avril, et qui a amené le gouvernement à imposer de nouvelles restrictions. Par ailleurs, l'inflation mensuelle a atteint 4,8 % en mars (le plus haut niveau depuis septembre 2019) portant l'inflation annuelle à 42,6 %. En réaction, le gouvernement a renforcé le contrôle des prix et accru la surveillance des pratiques commerciales. La combinaison des restrictions sanitaires, bridant la consommation, et la perspective d'un rattrapage ultérieur des prix risquent d'accroître la demande d'épargne en devises, alimentant les tensions sur le marché cambiaire et la défiance envers le peso.

Les marchés actions sont restés quasi stables cette semaine. Certains pays tels que la Russie, et surtout l’Égypte, ont enregistré des performances plus marquées. Les devises émergentes ont évolué en ordre dispersé cette semaine, la livre turque est l’une des devises qui s’est le plus dépréciée. Enfin, les spreads des titres de dette souveraine ont enregistré des performances dispersées. Les spreads ukrainiens se sont resserrés et les spreads péruviens ont enregistré l’écartement le plus important en pleine élection présidentielle.

L’indice boursier MSCI composite marchés émergents (en dollars) est resté stable cette semaine (-0,2 %), dans la continuité de la semaine dernière (-0,2 %). L’indice boursier d’Europe de l’Est a enregistré la meilleure performance (+1 %, après 1,9 % la semaine dernière) alors que les indices des autres régions sont restés quasi stables. L’indice boursier égyptien a enregistré la meilleure performance cette semaine (+6,2 %) après une période de recul caractérisé par une baisse de la liquidité depuis mi-mars. Les marchés égyptiens ont également souffert de craintes des investisseurs de l’accentuation des tensions politiques avec l’Éthiopie. Pour mettre fin à la baisse des marchés financiers, l’autorité de Réglementation Financière (ARF) a établi de nouveaux règlements fixant un maximum de transactions sur chaque titre financier et un plafonnement des opérations d’achat sur marge. Par ailleurs, l’ARG et la Banque Centrale d’Égypte ont conclu un accord visant à créer un fonds pour le financement des sociétés de courtage de manière à augmenter les liquidités à la Bourse égyptienne et garantir l’entrée de nouveaux investisseurs. L’indice boursier russe a également enregistré une hausse cette semaine (+1,5 %). La Russie a annoncé qu’elle amorcerait vendredi le retrait de ses troupes près de l’Ukraine et en Crimée annexée, une présence militaire qui inquiétait l’Occident et Kiev. Le président Vladimir Poutine a également déclaré que la Russie était prête à accueillir le président ukrainien Volodymyr Zelensky pour des entretiens à Moscou.

Les grandes devises émergentes ont évolué de manière dispersée face au dollar US cette semaine. La livre turque s’est dépréciée de 3,1%, enregistrant l’une des pires performances dans les pays émergents. Cette chute intervient à la suite d’informations selon lesquelles le président Biden envisageait de reconnaître le génocide arménien, ce qui aggraverait les relations entre les membres de l’OTAN. Les relations entre les États-Unis et la Turquie se sont détériorées au cours des trois dernières années après l’achat par la Turquie de systèmes de missiles S-400 à la Russie et la répression militaire contre les Kurdes. La livre a également chuté après la notification officielle des États-Unis à la Turquie de son exclusion d’un programme de développement et d’acquisition de l’avion de combat F-35.

S’agissant des titres de dette souveraine, les spreads ont enregistré des performances dispersées cette semaine. Les spreads ukrainiens se sont resserrés de 31 pdb après un désamorçage des tensions géopolitique avec la Russie (voir ci-dessus). Ce sont les spreads péruviens qui ont enregistré l’écartement le plus important (+28 pdb) en plein entre-deux tours de l’élection présidentielle. Lors du premier tour, Pedro Castillo, représentant de la gauche radicale et peu connu, a été le premier à se qualifier au second tour, face à la candidate de droite Keiko Fujimori, fille de l’ancien autocrate Alberto Fujimori (1990-2000), qui a récolté 13 % des voix. Un sondage cette semaine donnait quinze points d’avance à P. Castillo, ce qui a inquiété les investisseurs. Celui-ci a toutefois récemment déclaré qu’il ne nationaliserait pas les entreprises et qu’il respecterait les règles juridiques du pays.

